

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail



DISCOURS

**DE SON EXCELLENCE LE PROFESSEUR FAUSTIN ARCHANGE
TOUADERA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT**

PRESIDENT EN EXERCICE DE LA CEMAC

**A L'OCCASION DE LA SOIXANTE DIX-NEUVIEME (79^{EME})
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES
NATIONS UNIES**

Thème : «*« Ne laisser personne de côté : agir ensemble pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures »*».

NEW-YORK, 26 SEPTEMBRE 2024

- Monsieur le Président de l'Assemblée Générale;

- Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
- Distingués Délégués ;
- **Mesdames et Messieurs ;**

C'est avec un honneur renouvelé que je prends la parole devant le monde entier ici représenté, au nom de la République Centrafricaine, mon cher et beau pays, pour apporter ma contribution au débat général sur le thème de cette 79^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

En participant à cette Assemblée Générale, la République Centrafricaine réaffirme son engagement à contribuer à la recherche commune de la confiance, de la paix, de la sécurité, de la solidarité internationale et de la compréhension mutuelle, indispensables à la reconstruction d'un monde paisible et propice au développement durable et au respect de la dignité humaine des générations présentes et futures.

Avant d'y procéder, je voudrais vous adresser, **Excellence Philémon YANG**, mes chaleureuses félicitations, pour votre brillante et historique élection à la présidence de la 79^{ème} Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

Votre élection est le symbole d'un honneur et d'un hommage mérité, rendus à notre continent, l'Afrique.

Elle est également une source d'immense fierté et d'inspiration pour les **51** millions de citoyens de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) dont j'ai l'honneur d'assurer la présidence en exercice de la Conférence des Chefs d'Etat et, singulièrement, à la République sœur du Cameroun, votre beau pays.

Votre parfaite connaissance de la scène internationale ainsi que vos grandes qualités personnelles, sont un atout et un gage du succès de nos travaux.

Je suis persuadé que vous servirez au mieux les intérêts de l'ONU et de tous ses Etats membres et implémenterez la mise en œuvre du vaste programme de réforme de l'ONU pour qu'elle soit plus efficace, plus inclusive, plus représentative et mieux adaptée à l'évolution du monde et au règlement des problèmes graves et immédiats qui secouent l'humanité tout entière.

Vous avez, soyez-en assuré, tout le soutien de la République Centrafricaine à cet égard.

Je tiens également à saluer l'excellente qualité du travail abattu et les résultats obtenus par le Président **Dennis FRANCIS**, au cours de la 78^{ème} Session écoulée.

Qu'il reçoive ici les témoignages de reconnaissance et de satisfaction du peuple centrafricain.

Au Secrétaire Général des Nations Unies, Son Excellence **Antonio GUTERRES**, je voudrais renouveler la reconnaissance de la République Centrafricaine et le plein soutien de son Gouvernement à ses différentes initiatives visant à faire de l'ONU, plus que jamais, un lieu où se développent et s'harmonisent les efforts des nations.

Comme vous le savez, le 30 juillet dernier, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a décidé de la levée totale de l'embargo injuste, illégitime et inique sur les armes, imposé aux Forces Armées Centrafricaines et qui a causé au pays, une décennie durant, tant de préjudices irréparables.

Du haut de cette tribune, j'exprime la gratitude du peuple centrafricain au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour cette sage décision qui, quoique tardive, permet à mon pays de poursuivre ses actions en faveur du rétablissement de la paix et de la sécurité nationales et d'agir, avec les autres Etats du monde, pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures.

Je voudrais à cette occasion renouveler à vous tous qui avez gardé à cœur la République Centrafricaine et soutenu ce combat noble, toute la gratitude du peuple centrafricain.

Pays à forte potentialité minière, la République Centrafricaine continuera, je suis persuadé, de bénéficier de vos soutiens pour la levée totale de l'embargo sur les diamants, imposé par le Processus de Kimberley et qui limite son action pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures.

Monsieur le Président ;

Le thème de cette 79^{ème} Session de l'Assemblée Générale, à savoir : *« Ne laisser personne de côté : agir ensemble pour la paix, le développement durable et la dignité humaine des générations présentes et futures »*, contient des recommandations particulièrement importantes qui seront d'un grand poids dans les discussions pour la réforme de l'architecture mondiale de la paix et de la sécurité et pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

La paix, nous le savons, est inexorablement liée au développement durable.

Malheureusement, alors que nous nous rassemblons chaque année dans cette grande maison du monde ou dans d'autres circonstances aussi importantes les unes des autres, le monde continue à être confronté à de graves menaces existentielles, devenant ainsi de plus en plus instable et vulnérable.

Notre 79^{ème} Session se tient dans une situation mondiale très turbulente, minée par des crises géopolitiques croissantes : les guerres entre la Russie et l'Ukraine, entre l'Israël et le Hamas, au Soudan et à l'Est de la République Démocratique du Congo, le terrorisme, la détérioration des conditions économiques qui étouffe la croissance en Afrique, la hausse des prix des carburants.

Convaincue que seul le dialogue peut mettre durablement fin à un conflit, la République Centrafricaine exhorte les parties en conflit dans les différentes régions du monde à privilégier le dialogue et la diplomatie afin de trouver une solution à tous les désaccords à l'origine de ces conflits et sauver de milliers de vies humaines.

En République Centrafricaine, la situation sécuritaire au cours de l'année 2024 est relativement stable.

Le pays se prépare à renforcer son ancrage démocratique par l'organisation prochaine des élections municipales et régionales, jamais réalisées depuis quatre décennies.

Dans cette perspective, des mesures spéciales sont prises pour mettre hors d'état de nuire les groupes armés résiduels qui, ne pouvant plus contrôler une portion du territoire, se livrent à des actes de grand banditisme, à l'exploitation illégale ainsi qu'au trafic frauduleux des ressources naturelles dans le but d'acquérir des matériels et équipements militaires.

La 10^{ème} Session du Comité Stratégique du DDRR et la commémoration à Bangui, du mois de l'Amnistie en Afrique par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, il y a quelques jours, ont permis d'apprécier à leur juste valeur les avancées significatives réalisées grâce à l'appropriation et la participation de toutes les parties prenantes au processus global de paix et de sécurité axé sur l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation nationale et la Feuille de Route Conjointe de Luanda.

En dépit de ces avancées, la République Centrafricaine fait face à de nombreux défis, en particulier la construction des casernes pour la mise en garnison des unités dans les zones de défense plus proches des menaces, l'acquisition des matériels et équipements militaires au profit des Forces de Défense et de Sécurité.

Monsieur le Président ;

Le changement climatique avec ses effets dramatiques tels que les inondations meurtrières, la sécheresse et les gigantesques incendies observés dans le monde entier, présente des risques qui vont de l'insécurité alimentaire et hydrique, et de la concurrence pour les ressources naturelles à la perte des moyens de subsistance, ainsi qu'aux déplacements des populations.

Ces risques interdépendants et en cascade peuvent avoir des implications importantes pour la paix, la sécurité et le développement à travers les continents.

En Afrique subsaharienne, épice de crises humanitaires, les catastrophes environnementales ont entraîné cette année plus de 1000 morts et 4 millions de réfugiés climatiques ainsi que des dégâts matériels inestimables, particulièrement au Tchad voisin où le bilan des victimes s'est alourdi après des jours de fortes pluies qui ont provoqué des inondations généralisées et contraint à des évacuations.

Je voudrais, du haut de cette tribune des Nations Unies, symbole par excellence de la solidarité humaine, exprimer la solidarité du peuple centrafricain à tous les peuples du monde durement frappés par des catastrophes naturelles.

Dans ce monde tourmenté par des conflits sanglants, menacé périodiquement par des phénomènes météorologiques meurtriers et dévastateurs, seuls les pays en développement, rendus pauvres par des siècles d'esclavage, de colonialisme et de néocolonialisme caractérisé par des ingérences protéiformes dans leurs affaires intérieures, de l'injustice dans la rémunération des prix des matières premières, de fortes conditionnalités imposées par l'architecture financière internationale, assistent impuissants aux défis sécuritaires, financiers, économiques, alimentaires et environnementaux.

Les promesses de financement en faveur des pays vulnérables tardent à prendre forme et les mesures d'atténuation prises à l'occasion des COP face à la montée inquiétante de la température changent comme la météo, au gré des intérêts politiques, géopolitiques et géostratégiques des grandes puissances.

Conscient de la dangerosité du phénomène climatique, mon pays a mis en place des politiques sectorielles dont l'efficacité dépend en partie des financements climatiques encore aléatoires.

La République Centrafricaine exhorte l'ONU à œuvrer davantage en faveur de la mise en œuvre du Nexus Climat, Paix et Développement, par la création d'une synergie entre adaptation climatique et consolidation de la paix, afin d'absorber de manière holistique les vulnérabilités liées au changement climatique, ainsi que la fragilité et les risques de conflits.

Monsieur le Président ;

Le monde se rapproche dangereusement du gouffre.

L'architecture actuelle de paix et de sécurité de l'ONU est soumise à des pressions énormes.

Les raisons invoquées par l'Afrique au soutien de sa demande légitime de réforme du Conseil de Sécurité et d'un droit de veto sont irrésistibles.

Un pas vient d'être fait par les Etats-Unis d'Amérique qui soutiennent la création de deux sièges permanents pour l'Afrique au Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'un siège tournant pour les petits pays insulaires en développement.

Cette proposition est certes louable. Mais au regard de l'évolution du monde, l'Afrique, longtemps laissée de côté, ne doit se complaire dans une telle proposition qui ne peut s'analyser autrement que par un déni perpétuel du droit de veto.

Il est également temps d'accélérer la réforme de la gouvernance de l'architecture financière internationale pour remédier aux inégalités, mobiliser les financements adéquats pour atteindre les ODD, répondre aux besoins de financements des pays en développement, reformer la mise en œuvre et le respect des accords multilatéraux sur l'environnement afin de concrétiser notre ambition commune de protéger la planète.

Monsieur le Président,

Les démographes estiment qu'en 2050, la moitié de la jeunesse mondiale vivra en Afrique et la moitié des 54 pays africains auront vu leur population quasiment doublée.

Je salue le Pacte de l'Avenir auquel sont annexés le Pacte numérique mondial et les déclarations sur les générations futures adoptées lors du Sommet sur l'Avenir.

Il est temps d'accélérer la mise en œuvre des ODD dans le domaine de la science, de la technologie, de l'innovation et de la coopération digitale, avec un accent sur l'équité, les droits et l'universalité.

Aujourd'hui, les jeunes, agents essentiels d'un changement positif et contributeurs importants au développement durable, au respect des droits de l'Homme, à la paix et à sécurité mondiales, font face à un certain nombre de vulnérabilités qui empêchent la réalisation de leur plein potentiel et à l'exercice de leurs droits fondamentaux.

Nous devons donc nous engager à transformer les niveaux d'investissement en faveur des jeunes, des femmes, des filles et des personnes vivant avec handicap, afin de garantir un avenir meilleur pour tous.

En ce qui concerne la République Centrafricaine, l'ambitieux Plan National de Développement pour la période 2024-2028, établit un meilleur équilibre entre les besoins et intérêts des générations présentes et futures en retenant comme l'un de ses axes stratégiques le développement du capital humain.

En terminant, je souhaite que l'esprit qui a conduit à la création de l'ONU continue sans relâche d'exercer son influence et aider à créer un climat qui permettra de résoudre le problème des atteintes à la paix et à la sécurité internationales, au développement durable, d'une manière satisfaisante pour toute l'humanité.

Je vous remercie.